



MARCHE DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

Cahier des Clauses Particulières

Maître d'ouvrage

Commune de Jurançon
Adresse : 6 rue Charles de Gaulle 64110 JURANÇON
Téléphone : 0559981970

Représentant du maître d'ouvrage

Commune de Jurançon
Adresse : 6 rue Charles de Gaulle 64110 JURANÇON
Téléphone : +33 0559981970

Représenté par : Michel BERNOS, Maire.
Référence de la délibération autorisant la signature du marché : Délibération n°2026-20 du 30/03/2026.

Objet du marché

MOE Voirie Quartier Lolibé

Sommaire

1. Objet du marché – Dispositions générales	5
1.1 Objet.....	5
1.2 Catégorie d'ouvrage	5
1.3 Type de la mission.....	5
1.4 Maître d'ouvrage.....	6
1.5 Titulaire du marché.....	6
1.6 Intervenants externes	6
1.7 Sous-traitance	6
2. Fractionnement du marché.....	7
3. Pièces constitutives du marché	7
4. Forme des notifications et informations au maître d'œuvre.....	7
5. Conditions d'exécution de la mission de maîtrise d'œuvre	8
5.1 Durée du marché.....	8
5.2 Mode de dévolution des travaux	8
5.3 Contrôle technique	8
5.4 Modification du marché.....	8
5.5 Prestations supplémentaires ou modificatives	9
5.6 Arrêt de l'exécution des prestations	9
5.7 Prestations similaires.....	9
5.8 Commande publique	10
5.9 Réunions et informations du maître d'ouvrage.....	10
6. Clauses techniques	10
6.1 Dispositions générales.....	10
6.2 Etude de diagnostics (DIA)	11
6.3 Etude d'Avant-Projet (AVP)	12
6.4 Etudes de projet (PRO)	12
6.5 Assistance au maître d'ouvrage pour la passation des marchés de travaux (AMT) .	14
6.6 Visa des études d'exécution réalisées par les entreprises (VISA).....	14
6.7 Direction de l'exécution des travaux (DET)	14
6.8 Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC)	16
6.9 Assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception (AOR)	17
6.10 Autres éléments :	17
7. Notification des modifications portant sur la situation juridique ou économique du titulaire du marché	17
8. Prix – Variation du prix.....	17

8.1	Contenu des prix	17
8.2	Forfait de rémunération	18
8.3	Variation du prix.....	19
9.	Avance.....	19
9.1	Conditions de garanties pour le versement de l'avance	19
9.2	Modalités de règlement de l'avance.....	20
9.3	Modalités de remboursement de l'avance.....	20
10.	Retenue de garantie	20
11.	Règlement	20
11.1	Acomptes.....	20
11.2	Demande de paiement périodique	21
11.3	Demande de paiement finale	22
11.4	Décompte général.....	22
11.5	Transmission des demandes de paiement	22
11.6	Règlement en cas de groupements d'opérateurs économiques ou de sous-traitants 22	
11.7	Délais de paiement et intérêts moratoires	23
12.	Pénalités	23
12.1	Dispositions générales	23
12.2	Pénalités de retard.....	23
13.	Engagements sur le coût des travaux	24
13.1	Coût prévisionnel des travaux	24
13.2	Engagement du maître d'œuvre avant l'établissement du coût prévisionnel	24
13.3	Engagement sur le coût prévisionnel des travaux à l'issue de la phase études.....	24
13.4	Engagement sur le coût initial des contrats de travaux.....	25
13.5	Modifications du projet	26
13.6	Modification du coût prévisionnel des travaux sans modification de la consistance du projet	26
14.	Admission – Achèvement de la mission	26
14.1	Admission des documents	26
14.2	Achèvement de la mission	27
14.3	Dossiers à fournir par le maître d'œuvre	27
15.	Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles	28
16.	Résiliation du marché	28
16.1	Résiliation pour motif d'intérêt général	28
16.2	Résiliation pour faute du maître d'œuvre.....	28
17.	Assurances	28

17.1	Assurances du maître d'œuvre	28
17.2	Assurances du maître d'ouvrage.....	29
17.3	Dispositions diverses	29
18.	Utilisation des résultats	29
19.	Dispositions en cas d'intervenants étrangers	30
20.	Dérogations au CCAG MOE	31

1. Objet du marché – Dispositions générales

1.1 Objet

Le marché régi par le présent CCP est un marché de maîtrise d'œuvre qui a pour objet de définir les modalités d'intervention du maître d'œuvre telles que définies par le livre IV de la deuxième partie du Code de la commande publique.

Cette intervention portera sur des travaux de réfection et d'aménagement des voiries et espaces publics du « quartier Lolibé » à Jurançon.

Les travaux se dérouleront dans le quartier Lolibé, comprenant les rues suivantes :

- l'avenue Kreuzburg,
- la place Jean Lolibé,
- la rue des Vignes,
- les intersections avec la rue du Général Leclerc,
- la traversée de la rue Massenet.

La description des ouvrages, et leurs spécifications techniques, sont indiquées au 6. *Clauses techniques*.

1.2 Catégorie d'ouvrage

La mission de maîtrise d'œuvre porte sur :

- Des ouvrages de type : Infrastructure
- Des travaux de type : Réutilisation

1.3 Type de la mission

La mission confiée au maître d'œuvre comprendra les éléments de mission suivants :

- Études de diagnostic (DIA).
- Études d'avant-projet (AVP).

En particulier, les études d'avant-projet comprennent l'établissement des dossiers et les consultations relevant de la compétence de la maîtrise d'œuvre et nécessaires à l'obtention du permis de construire et des autres autorisations administratives, ainsi que l'assistance au maître d'ouvrage au cours de leur instruction.

- Études de projet (PRO).
- Assistance pour la passation des marchés publics de travaux (AMT).
- Visa des études d'exécution réalisées par les entreprises (VISA)
- Direction de l'exécution des travaux (DET).
- Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC).
- Assistance aux opérations de réception (AOR) et pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Le contenu de ces éléments de mission est défini aux articles R. 2431-1 et suivants du Code de la commande publique.

Missions complémentaires :

La mission comprend par ailleurs les éléments complémentaires suivants :

- Relevé mensuel du piézomètre

Le titulaire indiquera au maître d'ouvrage, les missions ou intervenants qu'il estime manquants pour réaliser le type d'opération envisagé.

1.4 Maître d'ouvrage

Les prestations, objet du présent marché, sont effectuées pour le compte du maître d'ouvrage mentionné en préambule de l'acte d'engagement.

Le représentant du maître d'ouvrage est désigné dans les conditions prévues à l'article 3.3 du CCAG MOE.

1.5 Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent CCP sous le nom « le maître d'œuvre », sont précisées à l'article *Contractant* de l'acte d'engagement.

Le représentant du titulaire est désigné dans les conditions prévues à l'article 3.4.1 du CCAG MOE.

En cas de remplacement d'une personne nommément désignée dans le marché, le titulaire devra respecter la procédure décrite à l'article 3.4.3 du CCAG MOE.

1.6 Intervenants externes

1.6.1 Contrôleur technique

Pour l'exécution du présent marché, le maître d'ouvrage ne sera pas assisté d'un contrôleur technique.

1.6.2 Ordonnancement, pilotage et coordination

La mission d'ordonnancement, de coordination et de pilotage est confiée au maître d'œuvre.

1.6.3 Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les intervenants

En application de l'article 3.9 du CCAG-MOE, le maître d'ouvrage communique au titulaire les coordonnées et missions des autres intervenants dès leur désignation. Les modalités de collaboration sont précisées par le maître d'ouvrage à la première réunion entre le titulaire et le nouvel intervenant si besoin sur demande du titulaire.

Dès leur désignation officielle, le maître d'œuvre peut échanger directement avec chacun des prestataires désignés à toutes les étapes du projet.

En cas de difficultés rencontrées lors de la collaboration avec l'un des autres intervenants, le maître d'œuvre informe le maître d'ouvrage sans délais.

1.7 Sous-traitance

En cas de sous-traitance, le maître d'œuvre devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.

À cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial. En cours d'exécution du marché, le maître d'œuvre produira également l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Après acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du maître d'ouvrage un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l'acceptation, une caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus. La non production de cette caution emportera résiliation du marché.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG MOE.

Notamment, le maître d'ouvrage notifiera, après signature, à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

2. Fractionnement du marché

Il n'est prévu ni de décomposition en lots, ni de fractionnement à bons de commande ou en tranches du marché de maîtrise d'œuvre.

3. Pièces constitutives du marché

Conformément à l'article 4.1 du CCAG MOE, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- **L'acte d'engagement (AE)** et ses éventuelles annexes financières, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi.
- **Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP)** et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi.
- **Le Cahier des Clauses Administratives Générales** applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG MOE) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n° 0078 du 1^{er} avril 2021).
- Les **pièces écrites et graphiques** remises par le maître d'ouvrage lors de la consultation :
 - Etude géotechnique
 - Document d'analyse amiante HAP
- Les clauses du **cahier des clauses administratives générales** applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux) précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux.
- **L'offre technique** du maître d'œuvre, composée de pièces écrites et éventuellement graphiques.
- **Les actes spéciaux de sous-traitance** et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.
- Les éléments de **décomposition de l'offre** financière du maître d'œuvre.
- Les réponses, précisions ou compléments apportés par le titulaire entre la date limite de remise des offres et l'attribution du marché ont la même valeur contractuelle que les pièces susvisées auxquelles ils se rattachent. Toutefois, ces réponses, précisions ou compléments n'ont pas de valeur contractuelle s'ils sont en contradiction avec l'une ou plusieurs de ces pièces ou contraires à des dispositions légales ou réglementaires.

4. Forme des notifications et informations au maître d'œuvre

En vertu de l'article 3.1 du CCAG, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

5. Conditions d'exécution de la mission de maîtrise d'œuvre

5.1 Durée du marché

La durée du marché est définie à l'article *Durée du marché* de l'acte d'engagement.

Le délai d'exécution du marché court à compter de sa date de notification.

5.2 Mode de dévolution des travaux

Les marchés de travaux associés à la présente mission de maîtrise d'œuvre feront l'objet d'un mode de dévolution choisi lors de la mission de maîtrise d'œuvre.

Il est précisé que le découpage en lot se fait en concertation avec le maître d'ouvrage.

Un planning définitif de remise des documents de la consultation sera alors établi.

5.3 Contrôle technique

L'ouvrage objet de la mission de maîtrise d'œuvre n'est pas soumis à la réglementation du contrôle technique.

5.4 Modification du marché

Le marché peut être modifié par la conclusion d'actes modificatifs dans les cas décrits aux articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la commande publique.

5.4.1 Principe

Conformément à l'article R. 2194-8 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre concluent un acte modificatif notamment dans les cas suivants :

- En cas de modifications de programme décidées par le maître d'ouvrage après la fixation de la rémunération définitive du maître d'œuvre rendant nécessaire la reprise des études ou l'adaptation de sa mission en cours d'exécution des travaux ;
- Si le maître d'ouvrage décide de confier de nouvelles missions complémentaires au maître d'œuvre.

Conformément aux articles R. 2194-2 et R. 2194-5 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre se rapprochent en vue de la conclusion éventuelle d'un acte modificatif pour prendre en compte les modifications du marché issues notamment :

- Des aléas et sujétions techniques imprévues ;
- Des modifications de phasage de l'opération ou des délais de réalisation des études, non imputables à la maîtrise d'œuvre ;
- D'une prolongation de la durée du chantier ayant pour conséquence une augmentation de plus de 10% par rapport à celle prévue conformément à l'article 15.3.5 du CCAG MOE ;
- De la prolongation du délai de garantie de parfait achèvement des entrepreneurs.

5.4.2 Clause de réexamen

Conformément à l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, les modifications spécifiques suivantes pourront être apportées par une clause de réexamen :

Remplacement d'un cotraitant en cas de résiliation :

En complément des stipulations du CCAG, la présente clause est applicable en cas de résiliation de la part du marché conclue avec l'un des cotraitants titulaires.

Les cotraitants membres du groupement peuvent se répartir l'exécution de tout ou partie de la part résiliée du marché. Cette répartition s'opère conformément aux conditions du marché et, en cas d'acceptation de l'acheteur, donne lieu à une modification du marché.

Les cotraitants peuvent également convenir de confier tout ou partie de l'exécution de la part résiliée du marché à un tiers qui se substitue alors au cotraitant initial. Cette substitution n'entraîne aucune autre modification des conditions contractuelles que celles qui résultent nécessairement de cette substitution de titulaire (identité et représentants du cocontractant, coordonnées postales et bancaires). Le tiers substitué reprend purement et simplement l'ensemble des droits et obligations du cotraitant initial résultant du présent marché à la date d'effet de la substitution.

Ce tiers est soumis à l'acceptation préalable de l'acheteur au vu de son aptitude à assurer la poursuite de l'exécution du marché dans les conditions contractuelles convenues.

A cette fin, il produit :

- L'ensemble des documents et renseignements qui étaient exigés par les documents de consultation du présent marché pour l'analyse des candidatures ;
- Les documents justificatifs et autres moyens de preuve de l'absence de motifs d'exclusion de la commande publique définis par les articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique.

En cas d'acceptation de l'acheteur, une modification du marché entérine la substitution de ce tiers ainsi que la part du marché résilié qui lui est dévolue.

Autres clauses de réexamen :

Les montants et délais pourront être modifiés en fonction de l'évolution du projet, en complément des clauses ci-dessus.

5.5 Prestations supplémentaires ou modificatives

Dans les conditions prévues à l'article 14 du CCAG MOE, le maître d'ouvrage peut prescrire au maître d'œuvre, par ordre de service, l'exécution de prestations modificatives ou supplémentaires après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose. Le maître d'œuvre ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable du maître d'ouvrage.

Comme le présent marché ne prévoit pas de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre, l'ordre de service prescrivant ces prestations fixera provisoirement le prix nouveau retenu par le maître d'ouvrage pour leur rémunération après consultation du maître d'œuvre conformément aux dispositions de l'article 14 du CCAG MOE.

5.6 Arrêt de l'exécution des prestations

L'acheteur peut décider, au terme de chacun des éléments de missions ou parties techniques assorties d'un montant spécifique dans l'acte d'engagement, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

5.7 Prestations similaires

Les prestations similaires à celles du présent marché pourront être attribuées au(x) même(s) titulaire(s) par un marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalables dans les conditions prévues à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

5.8 Commande publique

Le maître d'ouvrage est soumis au Code de la commande publique pour la passation de ses marchés publics de travaux.

Dans le cadre de ses missions, le maître d'œuvre devra se conformer aux différents principes du Code de la commande publique applicables notamment pendant la phase de consultation des entrepreneurs ou l'exécution des marchés de travaux. **Il ne devra ainsi pas communiquer les informations confidentielles dont il a connaissance lors de la procédure de passation.**

Il devra être présent lors de toutes commissions liées au choix des entrepreneurs si le maître d'ouvrage le lui demande.

Les bureaux d'études retenus dans l'équipe de maîtrise d'œuvre ne pourront pas assurer les études pour le compte des entreprises attributaires.

5.9 Réunions et informations du maître d'ouvrage

Une fois le marché notifié, le maître d'ouvrage organisera une réunion de cadrage avec le titulaire. **La réunion de cadrage fait l'objet d'un compte-rendu réalisé par le titulaire.**

Le maître d'ouvrage fourni au maître d'œuvre tous les documents et informations nécessaires à sa mission. Le titulaire fera la demande express des éventuelles pièces manquantes.

Le maître d'œuvre sera présent à toutes les réunions organisées par le maître de l'ouvrage s'il demande sa participation ou son conseil.

Le maître d'œuvre organisera autant de réunions que nécessaire à la préparation et au suivi du projet tant en phase étude, travaux et jusqu'à la clôture de son engagement contractuel.

Le maître d'œuvre communiquera au maître d'ouvrage les informations en temps utile afin de lui permettre de suivre l'évolution de l'opération et des problématiques rencontrées et de pouvoir prendre les décisions adaptées aux circonstances. A cet effet, pendant l'intégralité de sa mission, il adressera un rapport au maître d'ouvrage à la survenance de toute circonstance pouvant impacter le projet dans les 10 jours de sa connaissance de celle-ci. Ce rapport précisera au minimum les circonstances, les solutions envisagées et les impacts, par marchés, notamment financiers et organisationnels (délais ...) aussi bien des circonstances que des solutions proposées. Le rapport indiquera le pourcentage d'évolution des marchés et du projet.

Une fois la solution validée par le maître d'ouvrage, le titulaire fournira, pour chaque marché impacté (y compris le sien), un rapport circonstancié détaillant les causes et les conséquences sur le marché en annexant le devis du prestataire concerné.

Le maître d'œuvre tiendra et mettra à jour un document qui liste les modifications réalisées sur les marchés de travaux en précisant leurs impacts financiers (en montant et pourcentage) et sur les délais des marchés.

6. **Clauses techniques**

6.1 Dispositions générales

6.1.1 Situation

Commune limitrophe de Pau, Jurançon s'inscrit dans l'agglomération de Pau tout en conservant une identité de bourg structuré.

Située en rive gauche du gave, elle présente une morphologie contrastée entre centre ancien, quartiers pavillonnaires et secteurs de coteaux.

Son réseau viaire, hétérogène et contraint par le relief, supporte à la fois des flux de transit vers Pau et des usages de desserte locale.

La commune fait face à des enjeux d'apaisement des circulations, de sécurisation des carrefours et d'amélioration des continuités piétonnes et cyclables.

Dans ce contexte, les opérations doivent s'inscrire dans une logique globale, conciliant qualité de vie, sécurité des usagers et lisibilité des espaces publics.

6.1.2 Etendue des travaux

Voies concernées

Le périmètre d'intervention comprend :

- L'avenue Kreuzburg,
- La place Jean Lolibé,
- La rue des Vignes,
- Les intersections avec la rue du Général Leclerc,
- La traversée de la rue Massenet.

La surface totale de l'opération est estimée à environ 4 500 mètres carrés.

Cette surface est indicative et devra être vérifiée par le titulaire dans le cadre de ses études.



Emprise de l'étude en rouge

Consistance des travaux à étudier par la MOE

Etudier les besoins notamment sur :

- L'aménagement des espaces publics
- La démolition et la reconstruction des structures de chaussée,
- La réfection de chaussée,
- La création et la réhabilitation des trottoirs et des cheminements piétons,
- L'aménagement des carrefours et des zones de ralentissement,
- La mise en œuvre de dispositifs de modération de la vitesse,
- La gestion des eaux pluviales (collecte, évacuation, stockage si nécessaire),
- L'adaptation et la coordination des réseaux existants,
- L'organisation et la matérialisation du stationnement.

6.2 Etude de diagnostics (DIA)

Le titulaire devra analyser l'ensemble des études et diagnostics existants et, proposer, si nécessaire, la réalisation d'investigations complémentaires en validation par la Maîtrise d'Ouvrage.

6.2.1 Diagnostic amiante

Un diagnostic relatif à la présence d'amiante et de polluants de type hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) dans les matériaux en place est mis à disposition du titulaire.

Le titulaire devra :

- Analyser les conclusions des diagnostics fournis,
- Vérifier leur cohérence avec le périmètre réel des travaux.

6.2.2 Diagnostics sols

Le maître d'ouvrage dispose d'une étude géotechnique de niveau G2 avant-projet.

Le titulaire devra :

- Analyser cette étude,
- Adapter les solutions techniques aux caractéristiques réelles des sols et de circulation
- Faire le suivi du piézomètre installé

6.3 Etude d'Avant-Projet (AVP)

L'étude d'Avant-Projet devra permettre d'établir plusieurs scénarios d'aménagement afin d'orienter la collectivité vers une vision partagée et cohérente du projet définitif. Les propositions porteront notamment sur l'organisation des circulations, les cheminements piétons, le traitement du stationnement, la sécurisation des usages, l'intégration paysagère et la valorisation des espaces publics.

Chaque scénario devra être accompagné d'une analyse comparative mettant en évidence les avantages, les inconvénients, les contraintes techniques, les incidences sur le fonctionnement de la place ainsi qu'une estimation financière prévisionnelle. Les études prendront également en compte les réseaux existants, la gestion des eaux pluviales, l'accessibilité réglementaire et les enjeux de durabilité des aménagements proposés.

L'objectif de cette démarche est de permettre à la collectivité de disposer de plusieurs directions d'aménagement clairement identifiées afin de retenir, à l'issue de la phase AVP, une orientation de projet adaptée aux besoins fonctionnels, urbains et financiers de la commune.

Le titulaire devra intégrer à ses études :

- les contraintes liées à la proximité d'un établissement scolaire,
- le maintien des accès riverains,
- la continuité des circulations (plan de déviation...)
- un phasage limitant les nuisances.

Ces propositions devront correspondre aux attentes de délais définies à l'acte d'engagement.

6.4 Etudes de projet (PRO)

Les études de projet (PRO) ont pour objet de définir de manière précise et complète les solutions techniques retenues et d'établir le coût prévisionnel des travaux.

A ce titre, le titulaire devra notamment :

- Etablir les plans détaillés de l'ensemble des aménagements projetés (plan de situation, plan masse, profils en long et en travers),
- Dimensionner les structures de chaussée en tenant compte des caractéristiques géotechniques
- Réfléchir au confort thermique du quartier, avec la création d'îlots de fraîcheur (plantation d'arbres, végétalisation, désimperméabilisations des sols) et le choix de matériaux limitant la chaleur, afin d'améliorer le cadre de vie en période estivale.

- Définir les solutions de gestion des eaux pluviales adaptées aux contraintes de perméabilité des sols,
- Intégrer la présence et la localisation des réseaux existants et assurer la cohérence des aménagements projetés avec ces réseaux,
- Définir les principes d'aménagement des circulations, du stationnement et des cheminements piétons et cyclables,
- Proposer un phasage des travaux compatible avec les contraintes d'exploitation (maintien des accès, proximité d'un établissement scolaire),
- Etablir un quantitatif détaillé des travaux et une estimation financière prévisionnelle fiable,
- Identifier les points techniques sensibles et proposer des variantes ou optimisations si nécessaire.
- Respecter les contraintes financières

Le titulaire devra garantir la cohérence technique et économique du projet et alerter le maître d'ouvrage en cas de risque de dérive financière.

6.4.1 Définition du phasage de l'opération

Dans le cadre des études de projet, le maître d'œuvre devra définir un phasage opérationnel des travaux, intégrant une estimation détaillée des coûts et une justification technique de l'ordonnancement proposé.

Ce phasage devra notamment prendre en compte les contraintes liées à la proximité de l'école et collège Saint-Joseph, avec pour objectif de limiter les impacts sur son fonctionnement (circulation, sécurité, accès).

Le maître d'œuvre devra être force de proposition dans l'organisation des travaux, en recherchant les solutions les plus adaptées en termes de faisabilité, de délais et de minimisation des nuisances.

En cas de non-respect de ces exigences, le maître d'ouvrage pourra exiger la reprise des études sans rémunération complémentaire.

6.4.2 Organisation de réunions (hors réunions de chantier)

Le maître d'œuvre devra assurer l'organisation et l'animation des réunions de concertation nécessaires au bon déroulement de l'opération.

À ce titre, il est prévu à titre indicatif :

- **deux (2) réunions de présentation**, destinées à l'information et à la concertation,
- **deux (2) réunions complémentaires avec le maître d'ouvrage et les élus**, dédiées à la présentation des études, à l'arbitrage des choix techniques et à la validation des orientations.

Le maître d'œuvre sera chargé de :

- Préparer les supports de présentation (plans, phasage, impacts circulation, planning),
- Animer les réunions,
- Etablir les comptes rendus et assurer le suivi des observations.

Ces réunions devront être intégrées dans le planning global de l'opération et adaptées aux enjeux spécifiques du projet, notamment en lien avec les contraintes locales (circulation, établissements sensibles, riverains).

Le nombre de réunions indiqué constitue une **base prévisionnelle**, que le maître d'œuvre devra ajuster si nécessaire, sans remettre en cause l'équilibre global de sa mission. D'autres réunions pourront ainsi être ajoutées en fonction des besoins.

6.5 Assistance au maître d'ouvrage pour la passation des marchés de travaux (AMT)

La mission d'assistance au maître d'ouvrage pour la passation des marchés de travaux (AMT) comprend la préparation du dossier de consultation des entreprises et l'analyse des offres.

A ce titre, le titulaire devra :

- Etablir l'ensemble des pièces techniques du dossier de consultation (cahier des clauses techniques particulières, bordereau des prix, détail quantitatif estimatif),
- Définir une décomposition cohérente des prestations permettant une bonne lisibilité des offres,
- Analyser les offres des entreprises au regard des critères définis,
- Vérifier la cohérence technique et financière des propositions,
- Identifier les éventuelles offres anormalement basses ou techniquement insuffisantes,
- Analyser les méthodes d'exécution proposées par les entreprises,
- Proposer un rapport d'analyse argumenté et une aide au choix de l'attributaire.

Le titulaire devra s'assurer que les offres retenues permettent la bonne réalisation du projet dans les conditions techniques, financières et de délais prévus.

6.6 Visa des études d'exécution réalisées par les entreprises (VISA)

La mission de visa des études d'exécution (VISA) consiste à vérifier et valider les documents techniques produits par les entreprises avant réalisation des travaux, dans les 10 jours calendaires suivant leur présentation par les entrepreneurs.

A ce titre, le titulaire devra :

- Examiner les plans d'exécution, notes de calcul et documents techniques fournis par l'entreprise,
- Vérifier leur conformité aux études de projet et aux pièces du marché de travaux,
- Contrôler la cohérence technique des solutions proposées, notamment en matière de structures de chaussée, de gestion des eaux pluviales et d'implantation des réseaux,
- S'assurer de la faisabilité des ouvrages dans les conditions réelles du site,
- Formuler un avis formalisé (visa favorable, visa avec observations ou visa défavorable),
- Demander les corrections nécessaires le cas échéant.

Le visa ne dégage pas l'entreprise de sa responsabilité quant à ses études d'exécution.

6.7 Direction de l'exécution des travaux (DET)

La mission de direction de l'exécution des travaux (DET) comprend le suivi technique, administratif, organisationnel et financier du chantier.

A ce titre, le titulaire devra :

- Organiser et animer les réunions de chantier,
- Etablir et diffuser les comptes rendus,
- Vérifier la conformité des travaux réalisés aux études de projet et aux pièces du marché,
- Contrôler la qualité des matériaux et des mises en œuvre,
- Vérifier et valider les situations de travaux présentées par l'entreprise,
- Suivre l'évolution financière du chantier,
- Proposer au maître d'ouvrage les décisions nécessaires en cas d'aléas, de modifications ou de travaux supplémentaires.

Le titulaire devra également assurer une mission renforcée de pilotage du planning, incluant:

- L'analyse et la validation du planning d'exécution proposé par l'entreprise,
- Le suivi régulier de l'avancement des travaux,
- L'identification des écarts et des retards,
- L'anticipation des phases critiques (réseaux, eaux pluviales, structure de chaussée, travaux à proximité de l'école et du collège saint joseph),
- La proposition de mesures correctives en cas de dérive.

6.7.1 Réunion et visite de chantier

Le maître d'œuvre organise et dirige les réunions de chantier jusqu'à la réception des travaux avec une fréquence d'une réunion par semaine.

Le maître d'œuvre rédige et diffuse le compte-rendu de la réunion de chantier dans les 3 jours ouvrés qui suivent la réunion à tous les intervenants et au maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre organise des visites inopinées du chantier pour exercer le contrôle général des travaux.

6.7.2 Communications au maître d'ouvrage

Le maître d'œuvre communique au maître d'ouvrage toutes les informations relatives à l'opération dont il a connaissance et qui pourraient être utiles au maître d'ouvrage (notamment les retards d'exécution) en proposant les mesures nécessaires pour résoudre ou anticiper les points de blocages.

Le maître d'œuvre doit proposer au maître d'ouvrage sa réponse aux observations des entrepreneurs à des ordres de services dans les 5 jours calendaires de leur réception (2 jours ouvrables en cas d'observations portant sur des risques en termes de sécurité, de santé ou liés au non-respect à des dispositions législatives ou réglementaires).

6.7.3 Ordres de service délivrés par le maître d'œuvre

Le maître d'œuvre est chargé d'émettre les ordres de service à destination des entrepreneurs, avec copie au maître d'ouvrage. Les ordres de service sont écrits, signés, datés et numérotés par le maître d'œuvre qui les adresse aux entrepreneurs dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG Travaux.

Toutefois, le maître d'œuvre ne peut émettre d'ordre de service sans avoir obtenu la validation préalable et écrite du maître d'ouvrage si l'ordre de service :

- Porte sur la notification des dates des commencement des périodes de préparation et de démarrage des travaux ou la notification de l'exécution d'une tranche optionnelle ;
- Entraîne une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délais d'exécution, de durée et de montants (notamment augmentation des prix, prix nouveaux, interruption ou ajournement des travaux...).

Pour ce type d'ordre de service, le maître de l'ouvrage pourra aussi librement décider de les contresigner ou choisir de les notifier lui-même.

Les ordres de service faisant suite à une décision du maître de l'ouvrage doivent être notifiés à l'entrepreneur dans le délai de 7 jours (2 jours en cas d'urgence).

6.7.4 Avis sur les sous-traitants

Le maître d'œuvre doit vérifier que les sous-traitants proposés disposent des capacités suffisantes pour exécuter la part des travaux qui leur est confiée et que la demande est complète. Dans les 3 jours ouvrés à compter de la réception du dossier de déclaration de sous-traitance, le maître d'œuvre doit communiquer au maître d'ouvrage son avis sur la déclaration de sous-traitance (proposition d'acceptation, de rejet en précisant la motivation ou demande de pièces complémentaires).

6.7.5 Vérification par le maître d'œuvre des projets de décomptes intermédiaires des entrepreneurs :

En application de l'article 12.1.8 du CCAG Travaux, le maître d'œuvre procède, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes intermédiaires établis par l'entrepreneur.

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie les projets de décomptes intermédiaires selon son appréciation des travaux effectués et les stipulations des marchés publics de travaux.

Il met à disposition du maître d'ouvrage les états d'acompte correspondants.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification des projets de décomptes intermédiaires des entrepreneurs, à leur notification aux entrepreneurs de l'état d'acompte intermédiaire et à l'information du maître d'ouvrage des sommes qu'il admet est fixé à 7 jours à compter de date de réception de la demande de paiement intermédiaire de l'entrepreneur.

6.7.6 Vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte final des entrepreneurs et établissement du projet de décompte général :

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi et notifié par l'entrepreneur en application des articles 12.3.1 et 12.3.2 du CCAG Travaux.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, en application de l'article 12.4.1 du CCAG Travaux, le projet de décompte général.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final des entrepreneurs et sa transmission au maître d'ouvrage est fixé à 12 jours à compter de la date de réception du document.

6.7.7 Instruction des mémoires en réclamation :

Le maître d'œuvre doit communiquer au maître d'ouvrage son avis motivé et écrit dans les 15 jours calendaires à compter de la date de sa réception d'un mémoire en réclamation.

6.8 Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC)

Lorsque la mission d'ordonnancement de coordination et de pilotage des marchés de travaux incombe au maître d'œuvre, il est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et l'unique interlocuteur des entrepreneurs. Il est tenu de faire respecter par chaque entreprise l'ensemble des stipulations de son marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

6.9 Assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception (AOR)

La mission d'assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception (AOR) comprend l'accompagnement du maître d'ouvrage jusqu'à la levée des réserves et pendant la période de garantie de parfait achèvement.

A ce titre, le titulaire devra :

- Organiser les opérations préalables à la réception des travaux,
- Assister le maître d'ouvrage lors de la réception,
- Etablir les procès-verbaux de réception,
- Recenser les réserves éventuelles,
- Suivre leur levée dans les délais impartis,
- Vérifier la complétude et la conformité du dossier des ouvrages exécutés,
- Accompagner le maître d'ouvrage pendant la période de garantie de parfait achèvement, notamment en cas de désordres ou de non-conformités.

6.10 Autres éléments :

Le maître d'œuvre est tenu de réaliser l'ensemble des tâches et des missions qui lui sont confiées par le CCAG Travaux sous les réserves et précisions du présent document.

Le maître d'œuvre doit obtenir l'autorisation écrite préalable du maître d'ouvrage pour :

- Accepter la modification des matériaux, produits ou composants de construction d'une qualité différente de celle qui est fixée par le marché et des prix correspondants ;
- Désigner de nouveaux lieux d'extraction ou d'emprunt ;
- Donner son autorisation pour l'enlèvement par un entrepreneur des matériaux, produits ou composants de construction ayant fait l'objet d'un acompte pour approvisionnement qu'après accord express du maître d'ouvrage ;
- Prendre une décision occasionnant des frais à la charge du maître d'ouvrage ;
- Accepter la démolition de constructions.

7. Notification des modifications portant sur la situation juridique ou économique du titulaire du marché

À compter de la notification à l'acheteur des modifications visées par l'article 3.4.2 du CCAG portant sur la situation du titulaire, celles-ci se substituent sans formalité à celles que les pièces du marché mentionnent ou auxquelles elles font référence. Toutefois, si ces modifications entraînent la création d'une personne morale distincte du titulaire (modification de son numéro SIREN), le cas échéant, le transfert du marché est acté par acte modificatif.

8. Prix – Variation du prix

Les prestations feront l'objet d'un prix global forfaitaire.

8.1 Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG MOE, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents à l'assurance ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque, les marges bénéficiaires et les frais de coordination.

8.2 Forfait de rémunération

Le titulaire ne peut percevoir aucune autre rémunération d'un tiers au titre de la réalisation de l'opération. Les montants sont exprimés en euros.

8.2.1 Forfait provisoire de rémunération :

Le forfait de rémunération fixé dans l'acte d'engagement, est provisoire, conformément aux dispositions des articles R. 2112-18 et R. 2432-7 du Code de la commande publique.

Le montant du forfait provisoire de rémunération a été établi en tenant compte des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre lors de la passation du marché, tels que :

- Contenu de la mission fixée par les documents du marché ;
- Programme ;
- Part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux, fixée par le maître d'ouvrage ;
- Éléments de complexité liés aux contraintes du contexte local et à l'insertion du projet dans l'environnement, à la nature et à la spécificité du projet et résultant des exigences contractuelles ;
- Délais des études du maître d'œuvre et délai de vérification par le maître d'ouvrage ;
- Modes prévisionnels de dévolution et de passation des marchés publics de travaux ;
- Durée prévisionnelle d'exécution des travaux, et leur éventuel phasage ;
- Découpage éventuel de l'opération en plusieurs tranches de réalisation ;
- Continuité du déroulement de l'opération ;
- Coûts en matière d'assurance pesant sur la maîtrise d'œuvre.

Ce forfait provisoire pourra être modifié en cas d'évènements affectant la réalisation du marché avant la fixation du forfait définitif, conformément aux dispositions des articles R. 2194-2, R. 2194-5, R. 2194-7 et R. 2194-8 du Code de la commande publique et selon les modalités définies au présent CCP.

8.2.2 Fixation du forfait définitif de rémunération (clause de réexamen) :

Le montant de la rémunération définitive du maître d'œuvre est arrêté par acte modificatif du marché après la validation de la mission « études de projet » (PRO).

Pour le calcul du montant de la rémunération définitive, le coût prévisionnel des travaux est basé sur l'estimation prévisionnelle définitive des travaux établie lors des études de projet définitif.

L'estimation définitive du cout prévisionnel des travaux (EDC) fournie par le maître d'œuvre lors des études d'avant-projet distingue :

- Le Coût des Travaux Indispensables à la réalisation de l'ouvrage selon les données du programme initial (CTI) ;
- Le Coût des Travaux Complémentaires nés des aléas et sujétions apparus pendant les études de conception (CTA) ;
- Le Cout des Travaux complémentaires nés des Modifications de programme validées par le maître d'ouvrage (CTM).

Pour passer de la rémunération provisoire à la rémunération définitive, les parties conviennent de modifier le marché conformément à l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique en appliquant la clause de réexamen suivante :

Le forfait établi par le titulaire prendra en compte le montant des travaux et leur durée dans le temps.

Ce forfait pourra être révisé par voie d'avenant en fonction de l'évolution du projet. Pour autant l'augmentation des travaux n'entraîne pas une révision automatique du forfait.

Si la rémunération définitive est supérieure à la rémunération provisoire, l'augmentation sera répartie entre les éléments de mission non encore réalisés, au regard de leur poids initial dans la rémunération provisoire.

8.3 Variation du prix

Les prix du marché sont révisables à chaque acompte.

Par dérogation au CCAG, les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de : Juin 2026.

Ce mois est appelé « *mois zéro* ».

Le coefficient de révision (A) applicable est donné par la formule de variation suivante :

$$A = \text{Index } (n) / \text{Index } (o)$$

Les valeurs correspondent à l'index de référence suivant « *ING_b2010 – libellé ING_b2010* ».

Index (n) : correspond au mois *n* d'exécution des prestations.

Index (o) : correspond au mois *Mo* d'établissement des prix du marché.

Le coefficient (A) est appliqué au prix global forfaitaire.

Pour les éléments de mission pour lesquels un délai d'exécution est fixé dans l'acte d'engagement, la valeur finale de l'index est à apprécier au plus tard à la date contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure. Si la durée d'exécution de l'élément de mission est supérieure à 1 mois, la valeur des index utilisés pour la révision de prix est appréciée à la date à laquelle chaque partie de l'élément de mission est effectivement réalisée sans toutefois être postérieure à la date contractuelle de réalisation.

Les valeurs des index sont publiées auprès des organismes suivants : INSEE

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune révision avant la révision définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

En cas de disparition de l'indice ou index de référence, celui-ci peut être remplacé par un autre indice ou index équivalent par voie d'acte modificatif.

9. Avance

Sous réserve des conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est versée au titulaire sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 11.1 du CCAG, l'option retenue pour les avances est l'option B. Le versement d'une avance est de droit pour le titulaire d'un marché dont le montant initial est supérieur à 50 000 euros HT et dont le délai d'exécution s'étend au-delà de deux mois.

Le taux de l'avance est fixé à 5 %.

L'avance sera calculée, en fonction de la durée du marché, dans les conditions définies à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

9.1 Conditions de garanties pour le versement de l'avance

Il est exigé une garantie à première demande en contrepartie de l'avance, sauf pour les organismes publics.

La garantie demandée en contrepartie du versement de l'avance couvrira la totalité de celle-

ci. L'acheteur n'accepte pas qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

9.2 Modalités de règlement de l'avance

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois après production de la garantie. La remise de cette garantie à première demande, ou de la caution le cas échéant, doit intervenir au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte relatif à l'exécution du marché ou de la tranche.

9.3 Modalités de remboursement de l'avance

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant TTC du marché selon la formule suivante :

$$\text{Montant du remboursement} = \text{Montant de l'avance} \times (X - 65) / 15 - \text{avance déjà remboursée}$$

(Avec X = le % d'avancement des prestations)

Le marché peut prévoir que le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire, selon un rythme et des modalités fixées par les clauses du marché par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes, de règlement partiel définitif ou de solde.

Le remboursement de l'avance s'effectuera, sur chaque demande de paiement, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers (titulaire, cotraitants ou sous-traitants).

10. Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

11. Règlement

Les articles 11.2 à 11.8 du CCAG MOE sont applicables et sont complétés ou amendés par les dispositions suivantes :

11.1 Acomptes

Les règlements des éléments de mission s'effectueront sous forme d'acomptes périodique dont le montant sera estimé proportionnellement à l'avancement de l'exécution des différentes missions et dans la limite de l'échéancier ci-dessous. Le pourcentage servant de base au calcul de chaque demande de paiement d'acompte devra avoir obtenu l'accord du maître d'ouvrage ou de son représentant sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant produit par le titulaire.

11.1.1 Échéancier de paiement des acomptes

Mission	Echéancier de paiement
DIA - Etudes de diagnostic	A la remise des études
AVP - Etudes d'avant-projet	A la remise des études
PRO - Etudes de projet	A la remise des études
AMT - Assistance pour la passation des marchés publics de travaux	A la signature des marchés de travaux

Mission	Echéancier de paiement
VISA - Visa des études d'exécution réalisées par les entreprises	A la remise des études
DET - Direction de l'exécution comprise	A la réception des travaux
OPC - Ordonnancement pilotage et coordination	A la réception des travaux
AOR - Assistance aux opérations de réception comprise	Une fois l'ensemble des DOE et des réceptions finalisées
Relevé mensuel du piézomètre.	A la réception des études de projet

11.1.2 Modalités de détermination des acomptes

Le montant de chaque acompte est déterminé par le maître d'ouvrage, sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant, produit par le maître d'œuvre. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement.

11.2 Demande de paiement périodique

Le maître d'œuvre notifie au maître d'ouvrage une demande de paiement périodique établissant le montant total, arrêté à la fin de la période précédente, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché.

La demande de paiement d'acompte est datée et comporte, selon le cas :

- Les références du contrat ;
- Le montant des prestations exécutées, établi conformément aux stipulations du contrat, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées ou le montant des prestations correspondant à la période en cause ;
- La décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires ;
- Le détail des calculs, avec justifications à l'appui, des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- En cas de groupement conjoint ou solidaire, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies hors TVA et TTC ;
- L'application de l'actualisation ou de la révision de prix ;
- Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues ;
- Les pénalités éventuelles pour retard ;
- Les avances à rembourser ;
- Le montant de la TVA ;
- Le montant TTC.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement d'acompte qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au maître d'œuvre la demande de paiement rectifiée.

L'acompte périodique est calculé par la différence entre deux décomptes successifs.

11.3 Demande de paiement finale

Le maître d'œuvre transmet sa demande de paiement finale au maître d'ouvrage après l'achèvement du marché de maîtrise d'œuvre.

Cette demande de paiement finale est le projet de décompte final établissant le montant total des sommes auquel le maître d'œuvre prétend du fait de l'exécution du marché dans son ensemble, son évaluation étant faite en tenant compte des prestations réellement exécutées. Le maître d'œuvre notifie son projet de décompte final au maître d'ouvrage dans un délai de trente jours à compter de la notification de la dernière décision d'admission des prestations ou, en l'absence d'une telle notification, à la fin du délai fixé à l'article 20.2 du CCAG MOE. Si la mission du maître d'œuvre s'achève à l'issue de la période de garantie de parfait achèvement, il notifie son projet de décompte final dans un délai de trente jours à compter de la date de fin de cette garantie.

Le maître d'ouvrage acceptera ou rectifiera le projet de décompte final établi par le maître d'œuvre. Le projet accepté ou rectifié deviendra alors le décompte final.

11.4 Décompte général

Le maître d'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- Le décompte final ;
- L'état du solde hors révision de prix définitive, établi à partir du décompte final ;
- L'état récapitulatif des acomptes perçus et du solde hors révision de prix définitive.

Le montant du décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation.

Le maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre le décompte général dans un délai de trente jours à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage du projet de décompte final transmis par le maître d'œuvre.

Dans un délai de trente jours courant à compter de la date à laquelle le décompte général lui a été notifié, le maître d'œuvre envoie au maître d'ouvrage ce décompte revêtu de sa signature, avec ou sans réserves, ou fait connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer.

À la signature du décompte général par le maître d'œuvre, ce dernier devient le décompte général et définitif. La date de sa notification au maître d'ouvrage constitue le point de départ du délai de paiement.

11.5 Transmission des demandes de paiement

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques doivent transmettre leurs factures sous forme électronique. Pour ce faire, ils doivent utiliser le "portail public de facturation" nommé Chorus Pro via l'url : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'identifiant SIRET de l'acheteur nécessaire au dépôt d'une facture dans le portail Chorus Pro est le suivant : 216 402 842 00019.

11.6 Règlement en cas de groupements d'opérateurs économiques ou de sous-traitants

En cas de groupement, seul le mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre est habilité à présenter les demandes de paiement et formuler ou transmettre les réclamations des membres du groupement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des membres du groupement, si la répartition des paiements est identifiée dans l'acte d'engagement. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement

qu'il transmet au maître d'ouvrage, la répartition des paiements pour chacun des membres du groupement. L'acceptation d'un règlement à chacun des membres solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des membres du groupement.

Les prestations exécutées par les sous-traitants, dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, sont payées dans les conditions financières prévues par l'acte spécial.

11.7 Délais de paiement et intérêts moratoires

Le délai global de paiement est de 30 jours.

Le défaut de paiement des avances, des acomptes ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés à compter du lendemain de l'expiration dudit délai (ou de l'échéance prévue par le marché) jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse (article R. 2192-32 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne (BCE) à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

12. Pénalités

12.1 Dispositions générales

Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités et des primes.

12.2 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG MOE, le maître d'œuvre ne sera pas exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1000 € HT pour l'ensemble du marché.

Conformément à l'article 16.2.2 du CCAG MOE, le montant total des pénalités de retard appliquées au maître d'œuvre ne peut excéder 10% du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Conformément à l'article 16.2.3 du CCAG MOE, en cas de retard dans l'exécution des prestations par le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage appliquera des pénalités.

Si le maître d'ouvrage envisage d'appliquer des pénalités de retard, il doit alors en informer par écrit le maître d'œuvre, en lui laissant quinze jours pour répondre. Si le maître d'œuvre ne répond pas ou si ses observations ne justifient pas le retard, les pénalités seront appliquées dès le lendemain de l'expiration du délai contractuel.

Cette pénalité sera calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 3000$$

Dans laquelle :

- **P** = le montant de la pénalité ;
- **V** = la valeur de l'élément de mission auquel se rattache la prestation en retard et sur lequel est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, dudit élément de mission ;
- **R** = le nombre de jours de retard.

Cette pénalité est applicable en cas de non-respect des délais prévus à l'article *Délais* de l'acte d'engagement pour les éléments de missions et l'établissement des documents d'études.

13. Engagements sur le coût des travaux

13.1 Coût prévisionnel des travaux

Le coût prévisionnel des travaux est fixé par un acte modificatif.

13.2 Engagement du maître d'œuvre avant l'établissement du coût prévisionnel

Si le coût prévisionnel des travaux est supérieur à l'**enveloppe financière** affectée aux travaux et arrêtée par le maître d'ouvrage à l'article *Montant des travaux et seuils de tolérance* de l'acte d'engagement, le maître d'ouvrage peut refuser d'admettre les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus. En cas de refus ou d'impossibilité de rendre compatible le projet avec l'enveloppe financière prévisionnelle, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché aux torts du maître d'œuvre.

13.3 Engagement sur le coût prévisionnel des travaux à l'issue de la phase études

L'engagement du maître d'œuvre intervient exceptionnellement au stade de la mission PRO sur la base de l'estimation du coût prévisionnel des travaux.

Ce coût prévisionnel des travaux est assorti d'un seuil de tolérance égal à 4 %.

Le respect de cet engagement est contrôlé à l'issue de la consultation initiale des entreprises de travaux, sur la base du montant des offres remises par les entreprises et retenues par le maître d'ouvrage.

Pour permettre la comparaison entre le coût prévisionnel des travaux et le coût résultant de la consultation des entreprises, les montants des marchés de travaux seront ramenés à la date du mois Mo du contrat de maîtrise d'œuvre par utilisation des index : TP08. Ce coefficient de réajustement sera arrondi au centième supérieur.

13.3.1 Dépassement du coût prévisionnel des travaux

Au cas où, après consultation des entreprises, le montant des offres retenu par le maître d'ouvrage dépasse les limites du seuil de tolérance, si le maître d'ouvrage décide de ne pas résilier le marché, il peut décider de déclarer la procédure totalement ou partiellement sans suite. Dans cette hypothèse, le maître d'œuvre recommence ses études à ses frais afin de respecter le coût de travaux prévisionnel augmenté de la marge de tolérance. Le maître d'ouvrage fixe par ordre de service le délai maximum de reprise des études pour aboutir à de nouveaux documents de la consultation ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance, sans rémunération supplémentaire.

Les clauses de pénalités pour retard fixées à l'article *Pénalités* du présent CCP sont applicables.

A défaut du respect de cet engagement, le contrat de maîtrise d'œuvre peut être résilié dans les conditions définies à l'article *Résiliation* du présent CCP.

Le respect de l'engagement du maître d'œuvre s'apprécie sur le coût global et non lot par lot.

13.3.2 Surestimation du coût des travaux par le maître d'œuvre

Lorsque, après consultation des entreprises, le montant du coût initial des travaux, tel qu'il résulte du montant des marchés de travaux signés à l'issue de celle-ci, est inférieur de plus de 15% au coût prévisionnel des travaux, le maître d'œuvre pourra subir une réfaction.

Cette réfaction, au taux de 10%, s'applique à l'écart entre le coût toléré résultant de l'application du taux de 15% au coût prévisionnel fixé ci-dessus, et le montant des travaux résultant de la consultation, ramené en valeur du mois *Mo* du contrat de maîtrise d'œuvre.

Cette pénalisation est plafonnée à 10% du montant des honoraires des éléments de mission antérieurs à l'attribution des marchés publics de travaux (hors AMT).

13.4 Engagement sur le coût initial des contrats de travaux

Lorsque la mission confiée au maître d'œuvre comporte la direction de l'exécution du contrat de travaux et l'assistance lors des opérations d'admission le coût initial des travaux est assorti d'un seuil de tolérance de 3 %.

Le respect de l'engagement du maître d'œuvre est contrôlé après exécution complète des travaux nécessaires à la réalisation de l'ouvrage. Le montant des dépenses de travaux résulte des décomptes généraux des marchés et factures émises par les entreprises pour la réalisation de l'opération.

La comparaison entre le coût résultant des marchés initiaux signés et le coût constaté à la fin des travaux s'effectuera en valeur de base des marchés de travaux HT (Mois *Mo* travaux hors révision, pénalités, primes et TVA).

Pour effectuer cette comparaison en cas de pluralité de marchés de travaux comportant des valeurs de base différentes (Mois *Mo* différents selon la date de passation des marchés du fait de l'étalement des besoins dans le temps), le montant initial et le coût constaté de chaque marché de travaux sera ramené en valeur de base du premier marché signé.

Le maître d'œuvre présentera dans son décompte général tous les calculs permettant ce contrôle par le maître de l'ouvrage et notamment un tableau comparatif entre montant des marchés et montants réalisés des travaux et les raisons de l'écart éventuel. La part des honoraires concernés pourra être bloquée si ces calculs ne sont pas fournis.

Pour vérifier le respect de cet engagement, le maître d'œuvre calcule l'écart entre :

- Le coût initial, qui est la somme de tous les contrats de travaux résultant des marchés signés, augmenté du coût des commandes qu'il était nécessaire de prévoir pour la réalisation de l'ouvrage en valeur de base.
- Le coût constaté, qui est la somme, en prix de base, des montants de travaux résultant des décomptes généraux des marchés, augmenté du coût des factures conclues pour la réalisation de l'ouvrage, ramené, s'il y a lieu, en valeur de base du premier marché signé.

En cas de dépassement du seuil de tolérance résultant d'un manquement du maître d'œuvre dans ses missions de direction de l'exécution des marchés publics de travaux et d'assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception, la rémunération du maître d'œuvre sera réduite.

Si le coût constaté est supérieur au coût initial augmenté de la tolérance résultant de l'application du seuil défini ci-dessus, le concepteur supporte une pénalité. Cette pénalité est égale à : [coût constaté - coût toléré (coût initial + seuil de tolérance)] X taux défini ci-après.

Ce taux est égal à : 2 X (montant total des honoraires définitifs/coût prévisionnel des travaux).

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15% du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

Mesures conservatoires :

Si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs visés à l'article *Modifications du projet* et devant faire l'objet d'un acte modificatif) dépasse le seuil de tolérance, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées, à titre conservatoire, à la diligence du maître d'ouvrage ou de son représentant, par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission VISA, DET et AOR.

13.5 Modifications du projet

Les modifications du projet, après la fixation du coût des contrats de travaux, peuvent intervenir du fait de trois sortes d'aléas :

13.5.1 Modifications dans la consistance du projet apportées par le maître d'œuvre en cours d'exécution

Par suite d'imprévisions dans ses études, de réserves du contrôleur technique, de non observation des DTU ou d'erreurs dans la conduite des travaux même en cas d'accord du maître d'ouvrage.

Si elles entraînent des plus ou des moins-values sur le coût constaté des travaux, la rémunération du maître d'œuvre subira la réfaction éventuelle résultant du jeu des formules d'incitation à la réduction des coûts des travaux et du non-respect de l'engagement sur le coût des travaux.

13.5.2 Modifications dans la consistance du projet résultant de modifications du programme demandées par le maître d'ouvrage

Dans ces conditions, leur incidence financière sur l'estimation prévisionnelle des travaux et sur le forfait de rémunération sera chiffrée et un nouvel engagement sera alors fixé par acte modificatif.

13.5.3 Modifications dans la consistance du projet qui s'imposent au maître d'ouvrage

Par exemple à la suite d'un changement de la réglementation postérieurement à la notification du marché de travaux : se reporter au cas précédent (modifications du programme demandées par le maître d'ouvrage).

13.6 Modification du coût prévisionnel des travaux sans modification de la consistance du projet

Ce cas peut se produire si surviennent certaines difficultés au cours de la réalisation des travaux (à titre d'exemple, lorsqu'une entreprise cesse son activité et doit être remplacée. Il en résulte souvent que l'estimation prévisionnelle du coût des travaux restant à exécuter devient supérieure à ce qu'elle aurait été si l'entreprise défaillante avait terminé le chantier). Le maître d'œuvre ne sera pas pénalisé de ce fait, mais il devra, si nécessaire, remanier les dossiers, sans modification du forfait de rémunération initial.

14. Admission – Achèvement de la mission**14.1 Admission des documents**

La liste des documents à remettre au maître d'ouvrage par le maître d'œuvre sera arrêtée lors de la première réunion de cadrage, d'un commun accord entre les parties.

Les documents d'études et d'exécution sont remis par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage

pour vérification et réception, dans les conditions déterminées lors de la première réunion de cadrage.

Suite aux opérations de vérifications qui se dérouleront conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG MOE, le maître d'ouvrage ou son représentant prendra l'une des décisions suivantes :

- D'admission en l'état ;
- D'admission avec observations ;
- D'ajournement ;
- De réfaction ;
- De rejet.

Ces décisions seront prises en respect des dispositions de l'article 21 du CCAG MOE.

Les délais courent à compter de la date de remise par le maître d'œuvre des prestations au maître d'ouvrage.

La décision portant sur les documents d'études sera prise dans les délais définis lors de la première réunion de cadrage.

Si le maître d'ouvrage ne notifie pas sa décision dans le délai précité, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai. La décision du maître d'ouvrage d'ordonner le démarrage d'un élément de mission de maîtrise d'œuvre vaut en tout état de cause admission tacite de l'élément de mission précédent.

Par dérogation à l'article 20.5 du CCAG-MOE, le maître d'ouvrage n'a pas à aviser le maître d'œuvre des dates prévues pour la vérification des prestations. Celle-ci ne sera pas réalisée en présence du maître d'œuvre.

14.2 Achèvement de la mission

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement (prévue à l'article 44.1 du CCAG Travaux). Exceptionnellement, après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de l'admission ne sont pas toutes levées à la fin de cette période, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve ou après le règlement définitif des litiges et mémoires en réclamation du présent marché et des marchés de travaux.

En cas de pluralité de délais de garantie de parfait achèvement, la mission de maîtrise d'œuvre s'achève à l'expiration du dernier délai de garantie de parfait achèvement sauf prolongation de ce délai ou levée de réserves postérieures à son expiration. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la dernière levée des réserves.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision du maître d'ouvrage ou de son représentant, dans les conditions de l'article 21 du CCAG MOE.

14.3 Dossiers à fournir par le maître d'œuvre

Dans le cadre de son contrat, le prestataire devra transmettre tous les documents écrits ou dessinés, résultant de ses études, par voie électronique.

Pour la transmission des documents d'études et d'exécution, tous les fichiers devront être compatibles avec les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard *.zip (lisibles par Winzip, Quickzip)
- Adobe® Acrobat® *.pdf (lisibles par le logiciel Adobe Reader)
- *.doc ou *.xls version 2000-2003 (lisibles par Microsoft Office ou OpenOffice)
- Rich Text Format *.rtf
- Le cas échéant le format DWF (lisibles par les logiciels Autocad, ou des visionneuses telles que Autodesk DWF viewer, . . .).

Le prestataire est invité à :

- Ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".
- Ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".
- Traiter les fichiers constitutifs de ses études par un anti-virus.

En cas de difficulté de récupération ou détection de virus, le prestataire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour transmettre au maître d'ouvrage, l'ensemble de ces données soit par la voie électronique, soit sur un support physique électronique lisible et sain dans un délai de 5 jours ouvrés. En cas de retard dans la transmission de ce support, le maître d'ouvrage se réserve, s'il y a lieu, l'application de pénalités de retard. Il appartiendra au prestataire de s'assurer que la transmission de ces documents sous la forme dématérialisée a bien été effectuée auprès des intéressés.

Toutefois, le prestataire fournira sous présentation classique, matérialisée sous forme papier, l'ensemble des plans, en un seul exemplaire chacun.

15. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que les parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, une suspension de tout ou partie des prestations sera prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension sera demandée par le titulaire, l'acheteur se prononcera sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Les dispositions de l'article 25.2 du CCAG MOE seront applicables.

16. Résiliation du marché

Les dispositions des articles 27 à 34 du CCAG MOE sont applicables au marché auxquelles s'ajoutent les dispositions ci-après.

16.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, l'indemnité de résiliation est fixée à 5 % du montant initial hors TVA du marché diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises.

16.2 Résiliation pour faute du maître d'œuvre

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 30 du CCAG MOE.

Le maître d'ouvrage pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du maître d'œuvre dans les conditions définies à l'article 34 du CCAG MOE. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

Le maître d'œuvre n'a droit à aucune indemnisation.

17. Assurances

17.1 Assurances du maître d'œuvre

Le maître d'œuvre (ou chacun des membres du groupement) doit justifier au moyen d'une attestation de son assureur portant mention de l'étendue de la garantie au moment de la

consultation, puis en cours d'exécution des prestations si le contrat dure plus d'une année, qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber à quelque titre que ce soit, y compris du fait de leurs sous-traitants respectifs, à raison des dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers, y compris la maîtrise d'ouvrage du fait ou à l'occasion de la réalisation des prestations objet du présent contrat de maîtrise d'œuvre.

Le contrat devra comporter des montants de garanties suffisants quant au risque et à son environnement.

Cette garantie sera maintenue en vigueur pendant toute la durée des travaux et le maître d'œuvre (ou chacun des membres du groupement) devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement de la prime.

17.2 Assurances du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage n'a pas prévu une police tous risques chantier.

Le maître d'ouvrage n'a pas prévu de souscrire une police dommages ouvrage.

17.3 Dispositions diverses

17.3.1 Absence ou insuffisance de garantie du maître d'œuvre

Le maître d'œuvre supportera toute surprime éventuelle due à une absence ou insuffisance de garantie.

17.3.2 Incidence des polices souscrites par le maître d'ouvrage

La souscription par le maître d'ouvrage de l'ensemble des polices mentionnées ci-dessus est sans incidence sur les risques et responsabilités assumés par le maître d'œuvre (et s'il y a lieu des membres du groupement) et découlant des lois, règlements, normes et obligations contractuelles.

Les garanties souscrites par le maître d'ouvrage n'apportent à cet égard aucune modification et le maître d'œuvre (et s'il y a lieu des membres du groupement) renonce(nt) à exercer tous recours contre le maître d'ouvrage eu égard notamment au contenu et au fonctionnement de ces polices.

Ainsi en ce qui concerne les risques qui n'entreraient pas dans les garanties limitativement énumérées ci-avant, l'attention du maître d'œuvre (et s'il y a lieu des membres du groupement) est attirée sur la nécessité de maintenir les divers contrats d'assurance s'y rapportant, ainsi que les montants de garanties supérieurs qu'ils pourraient considérer comme nécessaires.

Ils s'engagent en outre à répercuter l'ensemble de leurs obligations d'assurance à leurs sous-traitants.

18. Utilisation des résultats

Dans le cadre du marché, l'utilisation des résultats sera effectuée conformément aux dispositions des articles 23 et 24 du CCAG MOE.

- La conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures. Le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et les tiers désignés dans le marché restent titulaires, chacun en ce qui le concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures.
- De plus, le maître d'œuvre concède, à titre non exclusif, au maître d'ouvrage et aux tiers désignés dans le marché le droit d'utiliser ou de faire utiliser les résultats, en l'état ou

modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, dans le respect du droit moral du maître d'œuvre. Cette concession ne vaut que pour les besoins découlant de l'objet du marché et vaut pour le monde entier.

- Le droit d'utiliser les résultats ne couvre pas les exploitations commerciales des résultats.
- Le maître d'ouvrage et les tiers désignés dans le marché ne deviennent pas, du fait du marché, titulaires des droits afférents aux résultats, dont la propriété des inventions nées, mises au point ou utilisées à l'occasion de l'exécution du marché.
- Le prix de cette concession est forfaitairement compris dans le montant du marché.
- Pour les résultats protégés par un droit de propriété industrielle, le maître d'œuvre concède, à titre non exclusif, au maître d'ouvrage et aux tiers désignés dans le marché une licence d'utilisation des droits de propriété industrielle afférents aux résultats, pour les besoins découlant de l'objet du marché.
- Le maître d'œuvre ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats, lorsque celle-ci est conforme aux besoins découlant de l'objet du marché.
- Le maître d'ouvrage et les tiers désignés dans le marché peuvent librement publier les résultats sous réserve des éventuelles obligations de confidentialité fixées dans le présent document et que cette publication ne constitue pas une divulgation au sens du code de la propriété intellectuelle.
- Le maître d'œuvre garantit au maître d'ouvrage et aux tiers désignés dans le marché la jouissance pleine et entière, et libre de toute servitude, des droits concédés aux termes du marché.
- Le maître d'œuvre détient la propriété des droits et titres afférents aux résultats. Il conserve la propriété des droits et connaissances acquis antérieurement à la passation du marché.

19. Dispositions en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro (€). Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les éléments prévus aux articles R.2193-1 et R. 2193-3 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché n° du ayant pour objet »

Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte du marché et soumises aux modalités de l'article « Prix » du CCP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change.

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français ».

20. Dérogations au CCAG MOE

Il est dérogé aux articles du CCAG MOE par les articles désignés ci-après du présent document :

- À l'article 10.1.1 du CCAG par l'article *Variations des prix*
- À l'article 16.2.1 du CCAG par l'article *Pénalités de retard*
- À l'article 20.5 du CCAG par l'article *Admission des documents*